

# CE N'EST PAS AUX TRAVAILLEURS DE PAYER LA FAILLITE DU CAPITALISME !

**S**arkozy voulait nous faire « travailler plus pour gagner plus », mais les entreprises nous mettent au « chômage partiel » avec des baisses de revenus de 20 à 50% ! Les patrons nous expliquent qu'il faut « garantir la compétitivité des entreprises, faire des efforts, être flexibles et encore plus productifs », mais ils font des profits, bloquent nos salaires et licencient ! Ils n'embauchent pas, expliquent qu'« il n'y a plus de travail », mais augmentent la productivité, veulent nous faire travailler le dimanche et jusqu'à 70 ans ! Le gouvernement dit que « les caisses sont vides », mais il trouve des centaines de milliards pour les banques ! Il n'a plus d'argent pour les services publics, mais subventionne les entreprises privées ! Il traite les chômeurs « d'assistés », mais fait 170 milliards de cadeaux fiscaux aux plus riches !

ILS NOUS ONT FAIT FAIRE DES SACRIFICES, MAINTENANT ILS VEULENT NOUS SACRIFIER !

*Pour sortir la tête de l'eau, il n'y aura pas d'autre solution que d'aller chercher l'argent sur les profits capitalistes. Le NPA avance ici 4 mesures immédiates pour que les travailleurs ne paient pas la crise.*



**NPA**  
POUR UN  
**NOUVEAU  
PARTI  
ANTICAPITALISTE**  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)



## INTERDICTION DES LICENCIEMENTS !

La crise n'est pas la même pour tout le monde. Les bénéficiaires des grandes entreprises du CAC 40 pour 2008 sont de 99,7 milliards. Les dividendes distribués aux actionnaires sont en augmentation. Les grands patrons anticipent des baisses de vente pour effectuer leurs « dégraissages » : l'automobile, le BTP, toutes les filières qui leur sont liées, sidérurgie, chimie, caoutchouc, verre... sans parler du commerce, des transports, du tourisme, etc. Dans de nombreuses petites entreprises ce sont des milliers de licenciements « invisibles » et silencieux. Ce sont des mutations par milliers sur d'autres sites éloignés avec tous les problèmes que cela peut poser, 900 km par exemple pour ceux de PSA Rennes vers Sochaux, Mulhouse, etc. Des solutions existent : il faut interdire tout licenciement, et pas seulement dans les entreprises qui affichent des profits. En effet, 60% des PME dépendent de grandes

entreprises cotées au CAC 40. La sous-traitance, la filialisation ont externalisé les productions afin d'augmenter l'exploitation ! Pour savoir si une entreprise est réellement en difficulté, il faut ouvrir les livres de comptes et remonter jusqu'aux donneurs d'ordres. C'est le patronat dans son ensemble qui doit supporter les coûts de la crise et en aucun cas les salariés ! A défaut de quoi il faudra exproprier les patrons/actionnaires, saisir leurs avoirs et nationaliser leurs entreprises sous le contrôle des travailleurs et de la population, envisager dans certains cas la reconversion des activités. Et puis au moment où on distribue des milliards aux banques, il faut que l'argent public serve à garantir l'emploi et les salaires. Il ne faut pas laisser l'économie dans les mains de quelques parasites : elle doit passer sous le contrôle public de la population organisée.

### NOUS SOMMES POUR

- Une loi d'interdiction des licenciements ;
- Si la loi n'est pas respectée, nous sommes pour l'expropriation des patrons/actionnaires avec gel des avoirs et nationalisation sous contrôle des travailleurs ;
- En cas de défaillance de l'entreprise, nous sommes pour remonter jusqu'au donneur d'ordre ;
- Ouverture des livres de compte, levée du secret bancaire et commercial.

## **ILS LICENCIENT POUR CONTINUER À FAIRE DES BÉNÉFICES**

Arcelor Mittal supprime 1400 postes au premier trimestre 2009 en France sur 9000 au niveau mondial mais donnera 4 milliards d'euros à ses actionnaires soit autant qu'en 2007.

PSA annonce un énième plan de suppression de 3550 postes (7000 depuis 2007) mais déclare 700 millions de bénéfices au premier semestre 2008, et son PDG gagne toujours 5796 euros par jour. Renault a annoncé 5 000 suppressions d'emplois en Europe mais Carlos Ghosn promet 1600 millions de dividendes à ses actionnaires pour 2009. Le PDG de Porsche gagne 21 346 euros par heure et met ses ouvriers au chômage. Amora fait 22 millions de bénéfices par an mais licencie 296 salariés à Dijon...et son propriétaire le groupe Unilever annonce 1,4 milliard de bénéfices au premier trimestre 2008 soit 34% de hausse par rapport à 2007. Même chose pour Valéo, Faurecia, et tant d'autres.

## **2 PRÉCARITÉ, CONDITIONS DE TRAVAIL, RETRAITES : NOS VIES VALENT PLUS QUE LEURS PROFITS !**

Avec le chômage partiel où seulement 50% du salaire est garanti avec un plancher au SMIC et la décision de Sarkozy d'allonger sa durée légale de 6 mois à 1 an, ce sont des centaines de milliers de travailleurs qui vont connaître les caravanes comme seul logement et les pâtes à partir du 10 du mois. On comptait jusqu'à présent 7,8 millions de travailleurs pauvres, le chiffre risque d'exploser.

En même temps que le chômage partiel, jamais les cadences n'ont été si fortes.

On travaille le samedi en heures sup et le lundi on chôme. C'est l'aggravation de la flexibilité. Dans le commerce, c'est le tra-

vail le dimanche. Dans les écoles, les classes sont de plus en plus surchargées, les suppressions de postes sont massives. Dans les hôpitaux, le surcroît de travail est tel que beaucoup n'arrivent pas à rendre les compensations pour heures sups. A la SNCF c'est contre le rallongement des horaires des roulants que les cheminots se sont battus fin novembre. Le gouvernement a donné la possibilité à chaque patron de décider de ses horaires. Aujourd'hui 75% des nouveaux contrats sont précaires, dans le privé mais aussi dans le public ! C'est une régression terrible pour l'ensemble des salariés-e-s.

### **NOUS SOMMES POUR**

- Le CDI à temps complet comme unique contrat de travail et les embauches au statut dans la fonction publique ;
- La réduction du temps de travail, sans flexibilité ni annualisation et avec embauches correspondantes jusqu'à résorption du chômage ;
- Le retour à 60 ans pour la retraite avec 37,5 annuités dans le public comme dans le privé, avec 75 % du brut, calculé sur les 10 meilleures années ;
- Retraite à 55 ans pour les métiers pénibles ;
- Aucune retraite ou minima sociaux inférieurs à 1500 euros net.

## **3 DÉFENSE DES SERVICES PUBLICS !**

### **SANTÉ, EDUCATION : PRIORITÉ !**

Ce sont 160 000 postes au total qui doivent disparaître entre 2008 et 2012 dans les services publics.

Pour la santé, 20 000 postes sont menacés rien que pour 2009. 29 CHU sur 31 ont été mis en déficit. On supprime des postes, prend sur les RTT, ferme des lits. Les dépassements d'horaires et les enchaînements de journées de travail sans pause suffisante sont légion au risque de la sécurité des malades. Dans l'Education, 80 000 suppressions de postes en 4 ans signifient des classes surchargées et des enseignants qui n'en peuvent plus... en raison, notamment, de la multiplication des heures supplémentaires. La suppression des Rased, enseignants spécialisés dans l'aide aux enfants en diffi-

culté, abandonnera de plus en plus d'enfants à eux-mêmes.

Inverser cette tendance est possible. Le mouvement des lycéens et des enseignants montre qu'on peut faire reculer le gouvernement.

### **1 MILLION D'EMPLOIS POUR LES SERVICES PUBLICS !**

Il faut reprendre les 360 milliards offerts par le gouvernement aux banques ! On pourrait créer des emplois dans les services publics, investir dans les infrastructures (chemins de fer, écoles, logements sociaux, matériel dans les hôpitaux, canadiers pour les pompiers, énergies renouvelables, etc.)

Mais c'est l'inverse que fait ce gouvernement. Pire, tout en finançant les banques,

l'Etat s'apprête en 2009 à leur rembourser 45,6 milliards d'euros, rien qu'en service de la dette (les intérêts). En reprenant ces 45,6 milliards et 10 milliards sur le budget de l'armement (sur un total de 37,2 milliards) on peut créer tout de suite

1 million d'emplois à 2 000 euros net par mois (13ème mois inclus !) Nous devons exproprier les banques pour créer un service public bancaire unique, sous contrôle de la population avec le monopole du crédit.

#### **NOUS SOMMES POUR**

- 1 million d'emplois tout de suite dans les services publics ;
- La mise en place d'un service public bancaire unique ;
- Des services publics de l'eau, du logement, des médicaments et le retour sous contrôle public de l'énergie (EdF/GdF) avec nationalisation sans rachat ni indemnité des entreprises privées de l'énergie (Areva, Total, etc.) ;
- La fin de toutes les privatisations, à commencer par La Poste et les hôpitaux ;
- La rupture avec le Traité de Lisbonne qui accélère les libéralisations.



4

## **AUGMENTATION GÉNÉRALE DES SALAIRES !**

Les salaires sont bloqués depuis des années. Aujourd'hui le chômage partiel les fait baisser. C'est contre cela qu'on a vu les luttes à Renault Sandouville ou à Faurecia dans le Nord... Ce serait possible d'augmenter tous les salaires de 300 euros nets par mois et d'imposer qu'il n'y ait aucun salaire inférieur à 1500 euros nets par mois, rien qu'en reprenant sur les profits les 10 points du PIB qui sont passées de la poche des travailleurs à celles des capitalistes ces 25 dernières années, soit plus de

170 milliards par an. Par le biais des cotisations patronales et ouvrières, ce sont plus de 50 milliards qui iraient remplir les caisses des retraites, sécu, chômage, etc...

Les richesses sont toujours là, c'est nous qui les créons, c'est notre travail, c'est à nous d'en récupérer le fruit. Il ne s'agit pas de « relancer notre pouvoir d'achat pour relancer leur économie » mais de prendre le contrôle des richesses que nous produisons.

#### **NOUS SOMMES POUR**

- Augmentation générale des salaires de 300 euros net tout de suite ;
- Aucun salaire ou revenu (retraites, minimas sociaux) inférieurs à 1 500 euros net ;
- Aucune perte de salaires pour les travailleurs touchés par le chômage partiel ;
- L'égalité salariale entre les hommes et les femmes ;
- L'annulation des dettes des foyers surendettés.

#### **DES LICENCIEMENTS ET UN CHÔMAGE DE MASSE**

47 000 suppressions d'emplois en octobre, 64 000 en novembre... Il y a déjà 5 millions de chômeurs si l'on prend en compte toutes les catégories de demandeurs d'emplois, les RMistes, les plus de 55 ans, la formation professionnelle et ceux des Dom-Tom. Les agences d'intérim déclarent 100 000 licenciements dans leur secteur pour l'année, le secteur du bâtiment 190 000 pour les mois à venir. Et Sarkozy se contente d'augmenter la prime à la casse pour l'automobile et de donner une fois 200 euros pour le RSA. Des milliards aux banques, la misère pour les salariés.

## IL Y A URGENCE !

*Le gouvernement est à la solde de bandits de grands chemins: banquiers, hommes d'affaires, patrons qui spéculent sur notre dos à longueur d'année et qui viennent crier famine quand ils ne font plus les profits escomptés. Tant qu'une minorité continuera de contrôler et s'accaparer l'essentiel des richesses au détriment de l'immense majorité de la population laborieuse, il n'y aura pas de justice.*

*Pour satisfaire les besoins de la population face à la voracité des actionnaires, il faut imposer une politique anti-capitaliste : par une autre redistribution des richesses, en s'en prenant à la logique du profit, en mettant sous contrôle populaire les grands moyens de production, en s'en prenant à la propriété privée des riches. Il n'y aura pas de demi-mesures. Changer le rapport de forces, imposer des mesures favorables à la classe ouvrière nécessite de s'en prendre au pouvoir économique et politique des capitalistes.*

*Cette crise est celle des capitalistes : c'est aux responsables d'en faire les frais. Nous avons assez donné !*

### **NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE : QUI SOMMES-NOUS ?**

Nous sommes des milliers de travailleur-s-es, avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, des jeunes, des retraité-e-s, des précaires, des militant-e-s politiques, associatifs, syndicaux, nouveaux ou anciens.

Nous avons décidé de répondre à l'appel lancé par Olivier Besancenot à construire ensemble un Nouveau Parti Anticapitaliste.

Nous voulons rassembler dans un même parti ceux qui veulent en finir avec le capitalisme.

Nous vous appelons à construire toutes et tous ensemble une gauche qui ne renonce pas, une gauche de combat pour changer le monde.

### **LES LUTTES NE MANQUENT PAS,**

### **IL FAUT LES UNIR POUR LES RENDRE EFFICACES.**

*Ce dont nous avons besoin, c'est d'un mouvement social d'ampleur : une grève de l'ensemble des salarié-e-s qui fasse plier patronat et gouvernement. Toutes les grandes avancées dont nous bénéficions encore aujourd'hui (durée du temps de travail, congés payés, sécu, etc) ont été acquises par des luttes sociales. Les colères s'accumulent et commencent à se faire entendre mais pour faire reculer Sarkozy et le Medef, il faudra faire converger tous ces conflits locaux et catégoriels en un vaste mouvement d'ensemble. Réussir la journée de grève et de manifestations du 29 janvier 2009 peut être un point de départ pour redonner confiance au monde du travail en sa force collective.*

*Réussir la mobilisation du 29 janvier implique d'indiquer dès maintenant qu'il faudra des suites à cette journée de mobilisation, comme par exemple une manifestation nationale contre les licenciements.*

*Ce dont nous avons besoin aujourd'hui, pour interdire les licenciements, augmenter les salaires et sauver les services publics, c'est d'un mouvement d'ensemble de la population : une grève générale !*



**NPA**  
POUR UN  
**NOUVEAU  
PARTI  
ANTICAPITALISTE**  
www.npa2009.org

### **POUR PRENDRE CONTACT : [ecrire@npa2009.org](mailto:ecrire@npa2009.org)**

Par courrier, envoyez vos coordonnées à NPA, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tél :

Mail :